



# Marché public de fourniture et de service d'une solution SI de Gestion GRD & Fournisseur

MARCHE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

## Cahier des Clauses Administratives Particulières CCAP

<i>Cadre réservé au maître d'ouvrage</i>
<b>Objet du marché</b> : Mise en œuvre d'un nouveau SI pour l'ensemble des régies d'électricité rattachées au GIE Ariège Énergies Locales
Date de notification du marché : .....
Montant du marché : .....

*Maître d'ouvrage – Pouvoir adjudicateur* : GIE ARIÈGE ENERGIES LOCALES

*Représentant du Maître d'ouvrage* : Monsieur Philippe RUFFAT, en qualité d'Administrateur



## Sommaire

CHAPITRE I - OBJET DU MARCHÉ ET CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES.....	3
Article 1. Objet du marché .....	3
Article 1.1 – Désignation générale.....	3
Article 1.2 – Stipulations relatives à l'application générale de vente du titulaire .....	3
Article 1.3 – Descriptif technique sommaire .....	3
Article 2. Procédure de passation du marché.....	4
Article 3. Pièces constitutives du marché .....	4
CHAPITRE II - PRIX ET RÈGLEMENT .....	5
Article 4. Contenu des prix.....	5
Article 5. Actualisation des prix.....	5
Article 6. Avances .....	5
Article 7. Retenue de garantie .....	6
Article 8. Paiement du titulaire .....	6
CHAPITRE III - EXECUTION DE LA PRESTATION .....	6
Article 9. Début et achèvement d'exécution .....	6
Article 10. Reconduction .....	6
Article 11. Pénalités .....	7
CHAPITRE IV - RÉCEPTION DES PRESTATIONS - GARANTIES .....	7
Article 12. Installation et mise en ordre de marche.....	7
Article 13. Vérifications .....	8
Article 14. Décisions après vérification .....	8
Article 15. Transfert de propriété .....	8
Article 16. Garantie .....	8
CHAPITRE V - MAINTENANCE ET INFOGÉRANCE.....	8
CHAPITRE VI - DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES .....	8
Article 17. Exercice des droits .....	8
Article 18. Dérogations au CCAG - TIC .....	8



## CHAPITRE I - OBJET DU MARCHÉ ET CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

### Article 1. Objet du marché

#### Article 1.1 – Désignation générale

La prestation confiée au titulaire est une mission de mise en œuvre d'un nouveau SI dont les caractéristiques essentielles sont reportées ci-dessous :

Objet	Mise en œuvre d'un nouveau SI pour l'ensemble des régies d'électricité rattachées au GIE Ariège Énergies Locales, à savoir : Régie Municipale d'Electricité de MAZERES Régie Municipale d'Electricité de SAVERDUN Régie Syndicale d'Electricité de ST QUIRC Régie Municipale d'Electricité de VARILHES Régie Municipale d'Electricité de DALOU Régie Municipale d'Electricité de TARASCON-SUR-ARIEGE Régie Municipale d'Electricité de MERCUS-GARRABET Régie Municipale d'Electricité d'ARIGNAC Régie Municipale d'Electricité de QUIE Régie Municipale d'Electricité de VAL-DE-SOS Régie Municipale d'Electricité de MERENS-LES VALS Régie Municipale d'Electricité de L'HOSPITALET-PRES-L'ANDORRE Régie Municipale d'Electricité de LA CABANASSE Régie Municipale d'Electricité de FONTPEDROUSE Régie Municipale d'Electricité de MONT-LOUIS
Décomposition en phases	Les prestations sont décomposées en deux phases : Phase 1 : installation et mise en production du nouveau SI sur l'ensemble des sites Phase 2 : maintenance du SI
Décomposition en lots	Les prestations ne font pas l'objet d'une décomposition en lots
CCAG de référence	Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication

#### Article 1.2 – Stipulations relatives à l'application générale de vente du titulaire

Toutes clauses portées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions des pièces constitutives du présent marché sont réputées non écrites.

#### Article 1.3 – Descriptif technique sommaire

La mission confiée au titulaire comprendra les éléments suivants :

##### ➤ Phase 1 : Conception et mise en œuvre d'un nouveau SI

Le nouveau SI, constitué potentiellement de plusieurs solutions/modules logiciels inter opérants, gérant la facturation et la relation clientèle, pour chaque Entreprise Locale de Distribution, à la fois Gestionnaire de Réseau de Distribution (ci-après « GRD ») et Fournisseur (ci-après « FR ») couvrira le périmètre d'activité suivant :



- Gestion et suivi de la facturation ELECTRICITE au Tarif Réglementé de Vente en version WEB
- Gestion et suivi de la facturation ELECTRICITE en offre de marché en version web
- Gestion et suivi de la facturation ELECTRICITE PRODUCTEUR en version web
- Gestion de la relève papier et PAD
- Gestion des différents flux normés FOURNISSEURS, ...
- Gestion du portail GRD - FOURNISSEUR ELECTRICITE
- Gestion du portail CLIENTELE ELECTRICITE,
- Gestion et suivi des travaux GRD (réalisation de devis, facturation, ...)
- Gestion du carnet métrologique des compteurs
- Gestion des interfaces avec la comptabilité publique (PESV2, CHORUS ...)
- Interfaçage avec nos outils de comptabilité (PROGEMA, BERGER LEVRAULT)
- Interfaçage avec notre outil de publication des flux RTE et de profilage (OPERA)
- Interfaçage avec notre outil de gestion des compteurs communicants (ASGS de chez ELDmetering)
- Interfaçage avec notre portail client relatif aux compteurs communicants (Espace client OPERA)
- Compatibilité avec la facturation dématérialisée (compatibilité OD-PDP)

➤ **Phase 2 : Maintenance du nouveau SI**

Les prestations de maintenance garantissent le maintien en état de fonctionnement de la solution intégrée livrée par le candidat, en tenant compte des modifications apportées ultérieurement par le candidat.

Elle couvre les éventuels bugs en dehors de la période de garantie qui suit la mise en production.

Le candidat met à disposition du client un service d'assistance utilisateur, comprenant un service de télémaintenance avec prise de main à distance.

Le candidat s'engage à assurer la mise en production des évolutions du SI couvertes par le contrat, et notamment les adaptations logicielles appelées par les évolutions réglementaires éventuelles.

➤ **Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE) – Évolutions réglementaires**

Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) portent sur les adaptations réglementaires à réaliser en phase de maintenance du nouveau SI.

Il s'agit, comme indiqué au CCTP, des prestations relatives aux évolutions du SI en situation d'évolutions réglementaires significatives (de type évolution des règles tarifaires, de la fiscalité, des certifications, ...) de nature à appeler des adaptations importantes de l'architecture du logiciel ou/et des requêtes et éditions.

## Article 2. Procédure de passation du marché

Le marché est passé selon la procédure avec négociation visée à l'article L2124-3 du code de la commande publique.

## Article 3. Pièces constitutives du marché

Le marché est constitué des pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes financières (dont la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire – DPGF, ainsi qu'un planning prévisionnel de facturation de prestations afférentes à chacune des phases)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) : Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication, nommé CCAG – TIC dans les pièces du marché ;



- Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;  
Sauf cas d'erreur manifeste, cet ordre de priorité prévaut en cas de contradiction dans le contenu des pièces constitutives du marché.

## CHAPITRE II - PRIX ET RÈGLEMENT

Tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés en euros.

Le titulaire ne peut en aucun cas revenir sur les prix qu'il a consentis quelles que soient les sujétions qu'il pourra rencontrer.

Les prix sont fermes actualisables.

Les prix du marché sont forfaitaires.

### Article 4. Contenu des prix

Outre le contenu des prix définis à l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, les prix sont établis et présentés dans l'Acte d'engagement à partir d'un Détail Du prix Global et Forfaitaire (DPGF). Il s'agit dans le DPGF de montants hors taxes, auquel sera rajouté le montant de la TVA en vigueur dans la facture présentée par le titulaire.

Le DPGF pourra être complété d'un Bordereau de Prix Unitaires (BPU) si celui-ci a été fourni dans l'offre du titulaire.

### Article 5. Actualisation des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre finale par le titulaire.

La formule d'actualisation des prix est constituée comme suit :  $P = P_0 \times I/I_0$

Formule dans laquelle :

L'index de référence I est l'indice Syntec (Syn).

- P est le montant actualisé
- $P_0$  est le montant initial
- I est la valeur de l'index à la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations moins 3 mois
- $I_0$  est la valeur de l'index à la date d'établissement des prix, soit au mois zéro.

Cette formule n'est mise en œuvre qu'une seule fois, et uniquement si le délai entre la date d'établissement des prix (mois zéro) et la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations est supérieur à trois (3) mois. Cette dernière date est celle à laquelle doit s'effectuer l'actualisation. Les nouveaux prix ainsi définis sont alors fermes.

### Article 6. Avances

Les avances font l'objet de l'application de l'option B définie à l'article 11.1 du CCAG-TIC.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 10%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5%.

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande.



Les avances sont calculées par phase, la deuxième phase étant conditionnée par la validation de service régulier des prestations de la première phase.

#### Article 7. Retenue de garantie

Il ne sera pas fait application d'une retenue de garantie.

#### Article 8. Paiement du titulaire

Lorsque le titulaire remet une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement. Pour tenir compte des prestations en cours d'exécution, les prix peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Une fraction du prix, qui est égale au pourcentage d'exécution de la prestation, est dans ce cas déterminée par constat contradictoire avec le maître d'ouvrage.

### CHAPITRE III - EXECUTION DE LA PRESTATION

#### Article 9. Début et achèvement d'exécution

La date de commencement d'exécution en phase 1 est celle de la notification du marché par le maître d'ouvrage : retour de l'offre approuvée et signée (acte d'engagement).

La date de commencement d'exécution en phase 2 est :

- la date de réception des prestations en phase 1 si celle-ci est prononcée sans réserve de nature à affecter la prestation prévue en phase 2 (dite réserve rédhibitoire) ;
- à défaut, celle de la notification du bon de commande décidant d'engager la prestation de maintenance par le maître d'ouvrage si la réception des prestations de la phase 1 est prononcée avec réserves rédhibitoires (réserves de nature à affecter les prestations de la phase 2, qu'il y a lieu de lever préalablement à l'engagement de la maintenance du nouveau SI installé sur tous les sites).

L'attention du titulaire est appelée sur le fait qu'il ne pourra exercer aucune réclamation si les réserves portées au procès-verbal de réception de la phase 1 appellent, de la part du maître d'ouvrage, l'absence de notification du bon de commande d'exécution des prestations de la phase 2. La maintenance des prestations de la phase 1 est due jusqu'au prononcé de la levée des dernières réserves susceptibles de décaler l'engagement de la phase 2.

L'exécution en phase 1 est réputée achevée à la fin de l'installation du nouveau SI sur l'ensemble des sites.

La durée maximale d'exécution de la prestation en phase 1 est de 12 mois.

L'exécution en phase 2 est réputée achevée au terme des cinq (5) années de maintenance, à la date du cinquième anniversaire de la réception des prestations de la phase 1 prononcée sans réserve rédhibitoire ou à la date du cinquième anniversaire de la notification du bon de commande décidant le début de son exécution.

#### Article 10. Reconduction

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de reconduire annuellement la prestation de maintenance du nouveau SI, dans la limite de 4 reconductions.

La reconduction, si elle est décidée par le pouvoir adjudicateur au terme de l'exécution du contrat tel que défini précédemment, est expresse. Elle sera formalisée par une notification qui interviendra au minimum deux (2) mois avant l'échéance des prestations du marché. A défaut de notification expresse dans ce délai, les prestations de phase 2 ne seront pas reconduites.



La durée totale du marché est ainsi au maximum de 120 mois, soit 10 ans, calculé ainsi :

Durée plafond de la phase 1 : 12 mois (1 an)

Durée de la phase 2, marché initial : 5 ans

Durée des 4 reconductions successives éventuelles, au maximum : 4 x 1 année = 4 ans

## Article 11. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, les pénalités pour retard suivent les dispositions suivantes :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à un échange contradictoire, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-TIC.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour chaque phase.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

- Pour la prestation en phase 1 :

$P1 = V * R / 1000$  ; dans laquelle :

P1 = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA

R = le nombre de jours calendaires de retard.

- Pour la prestation en phase 2 :

Type d'incident	Délai maximal de résolution	Pénalité
Incident bloquant	4 heures ouvrées	P2
Incident non bloquant	24 heures ouvrées	P3
Facture non conforme	4 heures ouvrées	P4

P2 = 10 euros HT par heure de dépassement du « Délai maximal de résolution » décomptées pendant la « période d'intervention »

P3 = 5 euros HT par heure de dépassement du « Délai maximal de résolution » décomptées pendant la « période d'intervention »

P4 = 1 euro HT par facture non conforme

## CHAPITRE IV - RÉCEPTION DES PRESTATIONS - GARANTIES

### Article 12. Installation et mise en ordre de marche

Conformément à l'article 29 du CCAG-TIC, l'installation et la mise en ordre de marche du matériel et des logiciels sont réalisées par le titulaire.

A cet effet, il dispose de trente jours à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche. Il remet un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur et lui indique s'il sera présent aux opérations de vérification.



### Article 13. Vérifications

Vérifications quantitatives : elles consistent à contrôler que le procès-verbal de mise en ordre de marche a été établi pour chaque site de déploiement tel qu'indiqué dans la liste définie à l'article 3.1 du présent CCAP.

Vérifications qualitatives : elles seront réalisées conformément aux dispositions du CCAG-TIC et du CCTP.

### Article 14. Décisions après vérification

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-TIC, si l'acheteur ne notifie pas sa décision de vérification de service régulier dans le délai de sept jours, le résultat de la vérification de service régulier n'est pas considéré comme positif. Les prestations ne sont réputées admises que lorsque l'acheteur les a déclarées telles, ou à l'expiration du vingtième jour suivant la vérification de service régulier.

### Article 15. Transfert de propriété

Conformément à l'article 35 du CCAG-TIC, l'admission des prestations par l'acheteur entraîne le transfert de leur propriété.

### Article 16. Garantie

Les dispositions applicables sont celles définies à l'article 36 du CCAG-TIC.

## CHAPITRE V - MAINTENANCE ET INFOGÉRANCE

Les dispositions applicables sont celles définies aux articles 38 et 39 du CCAG-TIC.

## CHAPITRE VI - DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

### Article 17. Exercice des droits

Le titulaire doit veiller à n'utiliser dans le cadre du marché que des connaissances antérieures standards compatibles avec les besoins de l'acheteur définis dans le CCTP (par exemple : le nombre d'utilisateurs).

Le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les dispositions de l'article 46 du CCAG-TIC s'appliquent.

### Article 18. Dérogations au CCAG - TIC

Les articles 11, et 14 dérogent au CCAG-TIC.

